

Lâ??hypothÃ¨se d'Ã©fectueuse : deux dÃ©cennies dâ??une construction dâ??Etat ratÃ©e

Description

Lâ??Europe et les USA ont partagÃ© une conviction Ã©tablie pendant les derniÃ¨res dÃ©cennies : quâ??IsraÃ«l, par nÃ©cessitÃ© propre, doit chercher Ã© conserver une majoritÃ© juive en IsraÃ«l. Et quâ??avec le temps et une population palestinienne croissante, IsraÃ«l Ã© un moment donnÃ© devra acquiescer Ã© un Ã©tat palestinien pour maintenir cette majoritÃ© juive : câ??est-Ã© -dire que ce nâ??est quâ??en donnant aux Palestiniens leur propre Ã©tat et par consÃ©quent en se dÃ©lestant dâ??une partie des Palestiniens quâ??il contrÃ©le que la majoritÃ© juive dâ??IsraÃ«l peut Ã©tre prÃ©servÃ©e.

Cette proposition simple nous a donnÃ© la doctrine Ã© « sÃ©curitÃ© dâ??abord Ã© » : partager la dÃ©finition dâ??IsraÃ«l de ses propres besoins sÃ©curitaires â?? suppose-t-on â?? est le principe unique et suffisant permettant Ã© IsraÃ«l une transition confiante vers la solution Ã© deux Etats.

Mais IsraÃ«l nâ??en a rien fait â?? malgrÃ© de nombreuses occasions au cours des 19 derniÃ¨res annÃ©es â?? et ne semble pas plus disposÃ© maintenant Ã© Ã© « donner Ã© » un Ã©tat palestinien. On demande rarement pourquoi, si la logique est si nÃ©cessaire, deux Etats nâ??ont-ils pas Ã©mergÃ© ?

Ce discours sur la sÃ©curitÃ© dâ??abord est persuasive, si persuasive que la politique europÃ©enne et amÃ©ricaine a Ã©tÃ© presque totalement biaisÃ©e vers lâ??objectif dâ??une confiance sÃ©curitaire avec IsraÃ«l. Ce dernier objectif a Ã©tÃ© poursuivi Ã© outrance â?? au delÃ© mÃªme du point oÃ¹ le rÃ©sidu de souverainetÃ© qui pourrait rester Ã© un tel Ã© « Ã©tat Ã© » palestinien vaudrait Ã© peine mieux que la poursuite de lâ??occupation.

Pourtant, Ã© la frustration des leaders occidentaux et malgrÃ© lâ??Ã© « Ã©lan Ã© » sÃ©curitaire des derniÃ¨res annÃ©es, un Ã©tat palestinien semble plus loin que jamais. Les leaders occidentaux engagÃ©s dans le point de vue prÃ©dominant semblent nâ??avoir dâ??autre solution que de continuer, en insistant sur plus de coopÃ©ration sÃ©curitaire et de gages de confiance pour IsraÃ«l.

Mais peut-Ã©tre la prÃ©misse originelle, celle quâ??Ã© « IsraÃ«l veut certainement un Ã©tat palestinien Ã© », et la prÃ©misse associÃ©e, que la confiance sÃ©curitaire est le sine qua non indispensable pour la transition dâ??IsraÃ«l vers la solution deux Etats, sont-elles fausses. Peut-Ã©tre IsraÃ«l a-t-il eu une alternative Ã© lâ??inÃ©vitabilitÃ© prÃ©sumÃ©e de deux Etats dotÃ©s de droits politiques Ã©gaux pour tous les citoyens. Clairement, les donnÃ©es sur les actions israÃ©liennes sur le terrain ne soutiennent pas lâ??idÃ©e quâ??IsraÃ«l a prÃ©parÃ© la transition vers une solution Ã© deux Etats avec des frontiÃ¨res fixÃ©es et un Ã©tat palestinien souverain. Au contraire, les donnÃ©es pointent en direction inverse : il a eu lâ??intention de contrecarrer la solution Ã© deux Etats avec des frontiÃ¨res dÃ©finies.

Ceci suggÃ¨re une rÃ©flexion trÃ¨s diffÃ©rente, en opposition avec ce qui a Ã©tÃ© prÃ©sumÃ© par le consensus international.

Elle nous dirige plutôt vers une doctrine purement militaire, qui a fait surface avant la guerre du Yom Kippour, et qui a évolué organiquement par trois phases distinctes. Sa racine réside dans la pensée militaire non orthodoxe sur le moyen de défendre le Sinaï alors occupé de l'armée égyptienne. Le succès de cette stratégie s'est vu ensuite transposé, d'abord comme une structure défensive pour protéger le front oriental d'Israël, puis comme une base pour gérer l'occupation de la Cisjordanie de plus en plus dirigée contre l'ennemi intérieur : les Palestiniens, plutôt que contre des ennemis extérieurs.

Dans sa seconde phase, alors que son rôle radical pour l'espace militaire est établi et les frontières politiques s'emportent, et devient prédominante dans l'armée israélienne cette pensée franchit la membrane de la sphère militaire pour la politique, devenant un rôle radical pour l'espace administratif et légal des Territoires palestiniens occupés (TPO). Ceci conduit à une bifurcation systémique verticale des espaces administratifs et légaux pour les Palestiniens et les Israéliens, et par extension elle strie aussi l'espace politique palestinien. Tout ceci a évolué pour devenir une stratégie de gestion plus large pour les TPO.

Dans sa troisième phase, surtout du fait de ce qui est considéré comme le succès de son action militaire pendant et après la deuxième Intifada, la vision a évolué à nouveau pour devenir un système politique pour gérer les trois branches de la question palestinienne : les Palestiniens des TPO, les Palestiniens vivant dans la ligne verte et les Palestiniens vivant dans les camps de réfugiés à partir d'une même optique.

Cette dernière manifestation dans un système politique large a semblé offrir aux Israéliens la perspective de garder les aspirations centrales d'être un État sioniste dans le monde contemporain à un coût sécuritaire acceptable sans avoir à faire passer les fondations du « projet » Israël par un test trop sévère : la doctrine semble permettre à l'Israélien moyen d'outrepasser cette vaste contradiction entre un État sioniste/juif privilégié et exclusiviste, et les exigences d'une vraie démocratie et des droits légaux, qui reste sans réponse dans le sionisme contemporain. Ou, en termes simples, elle semble permettre aux Israéliens d'échapper à la fois à l'« inévitabilité » de devoir dire oui à un État palestinien pour préserver une majorité juive et à celle d'abandonner le sionisme dans un État avec des droits vraiment légaux pour les minorités non juives, tels que les Palestiniens vivant dans la ligne verte.

L'implication évidente de l'existence et même de la prééminence dans la pensée de l'establishment israélien de cet autre système politique, de cette « logique » alternative, c'est que la politique européenne et celle des USA est sur la mauvaise piste et a été sur la mauvaise piste au moins depuis la fin de la seconde Intifada. Ceci suggère que l'État à établir un État ne réside pas seulement dans une quelconque efficacité sécuritaire concernant les Palestiniens, mais de façon plus cruciale dans l'obstacle posé par les Sionistes israéliens craignant l'« inévitabilité » d'avoir à concéder des droits légaux aux Palestiniens vivant en Israël. Il y a une peur réelle que le projet de l'État juif d'Israël pourrait implorer si ces fondations exclusivistes étaient trop fortement mises à l'épreuve par une obligation de concéder des droits politiques et confessionnels légaux à tous les citoyens.

En bref, la principale raison pour laquelle il n'y a pas d'État palestinien est peut-être double. Premièrement, parce qu'aux moments-clés, les Israéliens ont collectivement rechigné à la perspective de revenir sur le Sionisme de résoudre le paradoxe sous-jacent entre le maintien de

droits et privilèges sociaux simultanément avec leur prétention à une démocratie de style occidental. Deuxièmement, un « système » politique qui semble offrir une « solution » à un paradoxe, en a introduit un autre : la doctrine militaire et son système politique associé ont conforté une légitimité aux colons qui affirment que leur sionisme fondamentaliste est à la fois authentique, une nécessité défensive, et une descendance linéaire directe des « pionniers » originels du sionisme.

Cette attribution d'une légitimité idéologique aux colons par l'état israélien, conséquence directe du mépris des frontières politiques et de l'espace, affecte profondément toute perspective pour la majorité des Israéliens de s'opposer au « sionisme des colons ». En proclamant la légitimité d'une continuité linéaire, les colons sont largement parvenus à fusionner leur projet colonial en Cisjordanie avec celui de la fondation originelle d'Israël. Aussi, douter de l'une (les colonies de Cisjordanie), c'est effectivement douter de l'autre (la fondation d'Israël). Ainsi, le sionisme des colons est largement parvenu à enfermer tout le sionisme dans sa définition sociale du sionisme. L'espoir d'un contournement politique du dilemme central auquel le sionisme fait face affaiblit encore tout réel désir de faire face au paradoxe et augmente les peurs que si on le tentait, ceci pourrait mener à un conflit civil interne menaçant les fondations mêmes du sionisme.

Alors peut-être, la question de faire accoucher d'une confiance sécuritaire palestinienne pour Israël est-elle une diversion, derrière laquelle réside un obstacle bien différent et jusqu'à présent insurmontable à l'établissement d'un état palestinien. S'il en est ainsi, ceci a d'importantes implications. Ceci suggère que la politique récente européenne et des USA vers l'Autorité palestinienne dans son mode « sécuritaire d'abord » a été efficacement exploitée par l'« autre » mode de pensée, pour faciliter et donner du pouvoir à un système de droits sociaux et inégaux pour un groupe de population, au détriment d'une population subordonnée.

Le professeur Mushtaq Khan (voir doc ci-dessous), un ancien conseiller de l'équipe palestinienne à Oslo, a adressé cette question dans un récent discours à Ramallah [1] : « Une des choses vraiment intéressantes sur le marchandage derrière Oslo, c'est qu'il n'aurait pas du tout basé [sur la formule] la terre pour la paix ». « En vérité, la pensée palestinienne n'aurait basé sur aucune stratégie de négociation ».

[PDF - 813.9 ko](#)

Khan observe que la direction palestinienne n'avait pratiquement aucun pouvoir pour négocier ou pour faire pression sur Israël. En réalité, le président de l'OLP Yasser Arafat n'aurait entré dans le processus d'Oslo qu'après une série de profondes erreurs de calcul : les actions du Fatah en Jordanie qui avaient mené à son expulsion, son imbroglio dans la guerre civile libanaise, qui avait aussi mené au retrait du Fatah ; plus le soutien d'Arafat à Saddam Hussein dans la première guerre du Golfe, qui avait conduit à la coupure des fonds par les principaux pourvoyeurs du Fatah. Depuis 1987, le Fatah faisait aussi face à la montée de Hamas à Gaza.

Yasser Arafat avait hésité de retourner en Palestine pour maîtriser la dissension croissante de Hamas et d'autres mouvements et pour maîtriser sa propre crainte que le Fatah perde le contrôle de la direction qui avait émergé de la première Intifada.

Khan suggère que les négociations d'Oslo sur deux Etats ont été basées sur une considération remarquable : que le pouvoir de négociation des Palestiniens était simplement inexistant. Khan a exposé : « Tout le monde pensait que la fin du jeu était clair. À la fin, la solution de deux Etats sortirait parce que le pouvoir dominant, Israël, accepterait, dans son propre intérêt, que ce soit le seul moyen pour qu'Israël puisse assurer une base démocratique pour le sionisme. Alors pourquoi embêter à lire des documents ? il suffit de signer ! »

Le professeur Khan a noté que le caractère inéluctable d'un État palestinien est reflété dans la structure d'Oslo : [Oslo] a été construit entièrement comme un exercice de confiance plutôt que comme une négociation sérieuse basée sur un pouvoir de négociation. « Vous vous asseyez à la table, vous faites connaissance [et] vous n'avez pas trop d'inquiétude. Et à la fin, eux [les Israéliens] vous donneront ce dont vous avez besoin ». En fait, explique Khan, Oslo n'a pas mené à cela : « Nous savons qu'Oslo n'a pas fonctionné dès le premier jour. Après avoir signé Oslo, Israël ne s'est pas détaché des territoires palestiniens occupés. En réalité Israël a envahi bien plus les TPO. Il a signé un traité après avoir traité pour prendre le contrôle sur les variables économiques palestiniennes clés : commerce extérieur, taxation, monnaie, mouvement de l'emploi. L'intégration avec Israël avait ce caractère étrange. Ce n'était ni intégration ni séparation, mais confinement [asymétrique] selon les termes israéliens voulant dire qu'Israël pénètre dans les TPO et essayait de le maîtriser de l'intérieur. Alors, pourquoi voudriez-vous faire cela si vous essayez de revenir aux frontières de 1967 ? Quelle est la logique ? »

Ce qui se passait, en réalité, c'était l'évolution d'une logique différente ; qui allait contre la supposition qu'un Etat palestinien était inévitable et qui semblait ouvrir aux leaders israéliens une fenêtre d'opportunité politique pour repousser ou éviter la contradiction centrale du sionisme : comment maintenir des droits inégaux sur un sol qui inclut une grande population palestinienne. Le spectre de l'inclusion politique de populations extérieures [sic] (non juives) dans un État sioniste a hanté les institutions sionistes depuis les origines du sionisme, puis les gouvernements successifs. Ce que le professeur Khan a noté constituait des signaux révélateurs après Oslo à l'ignorance de l'Occident que les leaders israéliens pensaient être prêts de façonner une solution à cette contradiction de la gestion de droits inégaux dans un Etat à majorité sioniste qui inclut des minorités substantielles.

Dans la conception sioniste, telle qu'elle est mise en pratique, Israël ne peut simplement pas être un Etat d'égalité confessionnelle et politique. Fondamentalement, le sionisme, c'est l'établissement de droits inégaux pour les juifs et les non juifs, et pour donner une priorité aux immigrants juifs. Les droits inégaux concernent tout, en particulier l'accès à la terre, au logement, à l'emploi, aux subventions, au mariage d'étrangers, et à la migration. Les minorités réclament des droits politiques et confessionnels égaux au sein d'un État sioniste représentent par conséquent une contradiction interne à une menace à ce régime de droits spéciaux.

Tzipi Livni, en janvier 2008, [l'a exprimé](#) sans ambages aux négociateurs palestiniens : « Israël a été établi pour devenir un foyer national pour les juifs venant du monde entier. Le juif obtient la citoyenneté sitôt qu'il arrive en Israël, et par conséquent ne dites rien de la nature d'Israël. La base de la création de l'État d'Israël est qu'il a été créé pour le »

peuple juif? Israël est là? et je veux souligner ce que veut dire « son peuple » ; c'est le peuple juif? Votre Etat sera la réponse pour tous les Palestiniens, y compris les réfugiés » (souligné par l'auteur).

En bref, l'état sioniste doit rester ouvert à tous les juifs qui frappent la porte, cherchant à s'y établir. Mais assurer un tel droit dans un pays qui a un territoire très limité implique que la terre et l'eau doivent rester sous contrôle israélien. D'importance égale, la conservation du territoire a soutenu le discours sioniste sur un lien juif spécial avec la terre, qui a conféré un certain poids politique. Il est moins admis que l'ambiguïté et la différenciation de l'espace ont aussi servi à séparer les Palestiniens d'un territoire spécifique et délimité. Et ceci a inclus de les séparer de l'eau et des autres ressources? prÃ©cisÃ©ment ces points statiques qui servaient à lier les Palestiniens à leur territoire matériel.

Ce calcul politique différent, commun à tous ceux qui s'identifient à l'état sioniste? comparé au petit nombre en faveur d'un état israélien avec des droits égaux dans lequel une majorité juive est maintenue? est à l'arrière-plan de la réponse apparemment contradictoire israélienne à Oslo, que Khan a souligné dans son discours. Les implications de ce dernier point, largement absentes des débats sur le conflit israélo-palestinien, vont au cœur du calcul d'Israël sur l'avantage d'établir un état palestinien avec des frontières internationalement reconnues. Des frontières fixes et ce qu'elles impliquent pour la stratégie israélienne, voilà le cœur du problème.

Ainsi, beaucoup de l'autre logique, l'évolution de la doctrine militaire, ainsi que de sa vision politique concomitante, remonte à Ariel Sharon, et à son rejet radical de la doctrine militaire conventionnelle d'une défense linéaire et statique des frontières d'Israël (commentant avec l'opposition controversée de Sharon à la ligne Bar-Lev adjacente au canal de Suez), et de son traitement innovant de l'espace physique. Le « mépris radical » délibéré de Sharon envers l'espace militaire formel? le traitant comme élastique et migrateur, plutôt que comme statique et séquentiel, pour obtenir à la fois une surprise tactique et donc la désorientation psychologique de l'opposant? a été montré par [Eyal Weizman](#) comme étant devenu la doctrine militaire dominante actuelle pour gérer les TPO? ainsi que comme constituant la base de la défense extérieurement d'Israël.

La guerre du Yom Kippour donne entièrement raison à la conception de Sharon d'un réseau de défense basé sur une matrice de points forts répartis dans la profondeur du Sinaï, agissant comme une « trappe » étendue dans l'espace donnant aux Israéliens un haut niveau de mobilité, tout en paralysant l'ennemi capturé dans sa matrice de points forts interconnectés. Après la guerre, les Israéliens ne crurent plus dans l'idée que leurs frontières étaient imperméables de l'extérieur.

Le traumatisme de la campagne du canal de Suez de 1973 se grava profondément dans la conscience nationale. Il discrédita les structures Bar-Lev de type ligne Maginot et par extension les projets similaires de défense linéaire? le plan Allon à l'est. Le retour de Sharon au pouvoir politique en 1977 lui donna l'occasion de transposer la même conception à la Cisjordanie palestinienne, qui allait devenir la profondeur défensive du front oriental d'Israël.

Sharon envisageait la profondeur de la Cisjordanie dans sa totalité comme une « frontière » (marche) extensive, perméable, et pouvait par conséquent ignorer tout trait de plume préfigurant

une sorte de frontière politique. En 1982, Sharon dessina son [plan réseau A« H A»](#) de colonies d appui pour la Cisjordanie qui mimerait la stratégie du Sinaï. Toutefois la stratégie de matrice défensive de Sharon servait aussi   doter le A« sionisme des colons A» d un nouveau but et d une légitimité allant au-delà de la réaffirmation du discours sioniste sur le lien juif   la terre   un  v nement qui allait avoir de profondes conséquences politiques par la suite.

Quand Ariel Sharon A« emportait A» la ligne frontière d Isra l et la faisait A« retomber A» des deux côtés de la Cisjordanie, pour  tirer son réseau de places fortes, qui allaient aussi devenir la nouvelle A« marche A» géographique étendue   la totalité de la Cisjordanie, Sharon disait en fait que les colons de la Cisjordanie sont la ligne frontière étendue dans l espace du territoire d avant 1967, autant que des terres occupées après 1967. C  t it précisément le cœur de sa vision : peu importe qu Isra l soit la terre pr -67 ou post-67   pour lui toutes les frontières sont fluides et changent. Ce qui comptait, c  t it la profondeur défensive. A ses yeux, le A« sionisme des colons A» est simplement la frontière Israël, o  qu on dise que se trouve la frontière Israël   qu elle soit plus loin ou plus près. A« Le sionisme des colons A» ne revendiquait donc pas seulement le manteau de la continuité linéaire avec le A« sionisme des pionniers A» : c  t it l  tat d Isra l qui les propulsait en continuité linéaire avec la fondation d Isra l et faisait d eux une nécessité stratégique.

La A« marche A», nasse étendue, élastique, perméable, commença ainsi le processus, dans la sphère militaire, d effacement des distinctions entre un intérieur et un extérieur politique. Ceci, avec le concept de Sharon d espace A« non respecté A», devint la doctrine militaire israélienne  table.

Dans une [interview](#) concernant l assaut israélien de 2002 sur le camp de réfugiés de Balata, le général Aviv Kochavi (maintenant chef du renseignement militaire israélien) expliquait que A« l ennemi [palestinien] interprète l espace d une manière traditionnelle, classique A». C est- -dire, A« la ruelle [dans un camp palestinien] est un lieu interdit [aux soldats israéliens] de parcours [par danger des snipers] ; et la porte est interdite de passage [par peur des pièges], et il est interdit de regarder par la fenêtre [d une maison palestinienne]! Mais je ne veux pas obéir   cette interprétation [de l espace, mais aussi du droit international] et tomber dans ces pièges. Je veux les surprendre. C est l essence de la guerre. Je veux vaincre. Je dois apparaître dans des lieux inattendus! C est pourquoi nous avons opté [plutôt] pour la méthode de passer au travers des murs [des maisons palestiniennes   Balata]. Nous avons su interpréter tout l espace différemment A».

Shimon Naveh, ex-directeur de l Operational Theory Research Institute (OTRI), l organisation qui a formé tous les officiers israéliens de haut rang dans le A« combat urbain comme problème spatial A», [commentait en 2006](#) : A« Nous voulons reconsidérer l espace hachuré de la pratique militaire traditionnelle, par une fluidité permettant le mouvement dans l espace en traversant toute frontière et barrière. Plutôt que de retenir et d organiser nos forces d apr s les frontières existantes, nous voulons les franchir A». Un des principaux buts d OTRI fut de libérer Israël de sa présence matérielle dans les TPO tout en maintenant le contrôle sécuritaire. Son but fut de remplacer le mode traditionnel de domination territoriale par un nouveau mode déterritorialisé, que l OTRI appelle A« occupation par disparition A».

Crucialement, lâ??effacement de lâ??espace Ã©tabli et dÃ©marquÃ© est passÃ© graduellement du militaire Ã la sphÃ¨re politique israÃ©lienne. De plus, le principe de rendre flou ce qui est intÃ©rieur ou extÃ©rieur a Ã©tÃ© Ã©tendu Ã lâ??espace politique et judiciaire dans les TPO. Ceci a permis de faÃ§onner un espace Ã deux niveaux, soumettant les juifs israÃ©liens et les Arabes Ã des matrices de mobilitÃ© et de traitement administratif diffÃ©rentes.

Plusieurs universitaires israÃ©liens, comme Adi Ophir et Ariella Azoulay, ont dessinÃ© les modalitÃ©s par lesquelles les Palestiniens des TPO en sont venus Ã Ãatre considÃ©rÃ©s par IsraÃ©l comme des â??ennemisâ??, Ã tel point que cet â??inimitiÃ©â?? est jugÃ©e inhÃ©rente Ã ce qui dÃ©finit la sociÃ©tÃ© palestinienne elle-mÃªme, Ãvacuant ainsi les Palestiniens de toute prise en considÃ©ration comme des â??Ãtatsâ?? politiques, et vus certainement comme inÃ©ligibles aux droits â?? lÃ©gaux et politiques â?? quâ??IsraÃ©l confÃ¨re rÃ©guliÃ¨rement Ã ses propres citoyens. Les Palestiniens, en Ã©tant qualifiÃ©s de menace sÃ©curitaire inhÃ©rente et irrÃ©mÃ©diable, sont dÃ©pouillÃ©s de toute visibilitÃ© politique : Ã la place, les actions palestiniennes sont lues comme des expressions dâ??une hostilitÃ© innÃ©e et brÃ»lante, auxquelles la dÃ©volution de droits politiques serait une rÃ©ponse inappropriÃ©e. La consÃ©quence politique clÃ© â?? par opposition Ã la militaire â?? a Ã©tÃ© la confection puis lâ??effacement de la diffÃ©rence entre le politique israÃ©lien au-dedans et le politique/lÃ©gal au-dehors â?? de la mÃªme faÃ§on que les barriÃ¨res physiques Ã©tablissent une sÃ©paration physique mais effacent ensuite leur importance politique en gardant les barriÃ¨res temporaires et mobiles.

Eyal Weizman argumente que la construction par Sharon dâ??une barriÃ¨re de sÃ©curitÃ© en Cisjordanie ne sâ??opposait pas Ã la vision de Sharon, mais la confirmait plutÃ´t. La barriÃ¨re nâ??est ni permanente ni une frontiÃ¨re. IsraÃ©l, au cours des annÃ©es, a Ã©tÃ© rÃ©ticent Ã dÃ©finir son parcours et a cherchÃ© Ã effacer sa signification politique. La barriÃ¨re constitue plutÃ´t un obstacle supplÃ©mentaire et un instrument de sÃ©paration similaire Ã un immense check-point, mais se trouvant Ã©videmment au bout le plus immobile du spectre des obstacles rencontrÃ©s par les Palestiniens.

Lâ??espace lÃ©gal et administratif diffÃ©renciÃ© a ainsi consolidÃ© aussi le principe politique sioniste des droits politiques inÃ©gaux. Ce systÃ¨me Ã deux niveaux assure lâ??exclusion politique des Palestiniens mais maintient la dÃ©pendance palestinienne et son inclusion lÃ©gale dans lâ??appareil de contrÃ´le israÃ©lien. Pour lâ??essentiel câ??est un systÃ¨me dâ??Ã « exception souveraine Ã », comme lâ??ont traitÃ© des philosophes tels que Carl Schmitt et [Giorgio Agamben](#). Les TPO deviennent en rÃ©alitÃ© une exception temporelle et spatiale, quelque chose par lÃ©, dÃ©connectÃ© du corps politique principal dans la ligne verte, mais en faisant aussi partie. Câ??est une gÃ©ographie variable, dans laquelle la rÃ©gle du droit est suspendue sous le masque de la loi. Ainsi, le principe de Sharon dedans-dehors se rÃ©flÃ©chit maintenant en un systÃ¨me politique distinct, ainsi quâ??une doctrine militaire.

Lâ??installation systÃ©matique de frontiÃ¨res Ã©lastiques et lâ??utilisation calculÃ©e de niveaux changeants de violence militaire ont pour but de laisser les Palestiniens vivre vulnÃ©rablement â?? en quelque sorte expulsÃ©s sur leur propre territoire â?? tandis que lâ??incertitude psychologique inhÃ©rente due Ã la manipulation de lâ??espace politique (ne pas fixer de frontiÃ¨re finale) a pour but de maintenir les Palestiniens passifs et accommodants, un effet collectif sur un peuple pas trÃ¨s Ã©loignÃ© de la dÃ©sorientation provoquÃ©e que recherchent les interrogateurs sur leurs sujets.

Cette forme d'inclusion excluante affecte aussi les citoyens palestiniens d'Israël. Ils sont traités comme un groupe extérieur, d'après un déficit supposé de loyauté pour l'État, qu'il leur est demandé de démentir en permanence. Ce type de pensée a maintenant pignon sur rue en Europe. Par exemple, David Cameron a employé des [arguments similaires](#) d'exceptionnalité et de manque de loyauté à propos des musulmans vivant en Israël.

L'instabilité et l'incertitude pour les citoyens palestiniens dans la ligne verte vient moins d'un État d'exception du système juridique que de l'ambiguïté et de l'exceptionnel sous-jacents dans les menaces d'changements de population proposés par certains leaders israéliens. La peur de l'expulsion et de devenir victimes de l'antagonisme État et des préjugés deviennent alors une autre source de passivité politique.

Alors quelle logique y a-t-il ? La direction de cette réflexion, c'est assez clair, est de brouiller les frontières de l'État israélien plutôt que de les fixer. Dans une telle configuration géographique, les Palestiniens sont simultanément dedans et dehors, placés dans une série de poches instables, perforées par une matrice de points forts et complètement enveloppées par Israël, mais ils restent des étrangers du point de vue du système d'État israélien. C'est le caractère provisoire de l'espace délimité qui permet à l'occupation de se poursuivre en permanence.

Une telle logique d'exclusion-inclusion résout aussi le dilemme de comment conserver les ressources clés et garder vivant le narratif sioniste sur le lien personnel aux lieux historiques et religieux, tout en évitant le risque potentiel d'une guerre civile juive interne si le « sionisme des colons » devait être défini comme marginal et potentiellement dommageable pour le sionisme majoritaire. Seule une telle redéfinition radicale du sionisme contemporain, qui découplerait le « sionisme des colons » de sa prétention à une continuité linéaire avec la tradition sioniste, pourrait permettre une solution par deux États aux droits égaux pour une minorité palestinienne d'arriver. Et pourquoi Israël voudrait-il continuer l'occupation de cette façon ? Encore Khan : « Une fois que vous avez rendu explicite l'objectif de maintenir le sionisme au sein de l'État majoritairement juive ! Tout ce que fait Israël a du sens ». La crainte bien sûr est que si Israël devient un État majoritairement juive avec des frontières fixes, la demande inexorable du droit à la pleine égalité pour les minorités marquerait la fin des droits spéciaux et du sionisme à Israël cesserait d'être un État sioniste.

Par conséquent, une solution par deux États ne soulage pas le problème de comment maintenir le sionisme ; elle menace de le saper. La taille du groupe extérieur peut être réduite de 40 à 50 % à 20 % de la population juive dominante mais la contribution inhérente avec un groupe extérieur juif reste irrésolue dans les deux cas.

Par conséquent, il n'est pas étonnant que le raisonnement sioniste pour garder indéfinies les frontières, laissant les Palestiniens dans une incertitude systématique, pour maintenir leur dépendance de la bonne volonté israélienne, tout en conservant les moyens de contrôle sur eux, et sur les ressources en eau et en terres, soit le calcul qui a prédominé.

Le problème, c'est que la coalition [israélienne, ndt] qui soutient la solution par deux États s'effondre toujours à un moment donné parce que, comme Mushtaq Khan l'a indiqué, si vous allez adhérer à des droits égaux pour 15 ou 20 % de la population, pourquoi ne pas avoir

des droits inégaux pour 35 ou 40 % de la population et garder intacte la vision sioniste en conservant la Cisjordanie ou de grandes portions d'elle ? C'est-à-dire que le système politique de Sharon s'immixte : il semble offrir le moyen de parvenir sans trop menacer la sécurité.

Ce type de pensée sioniste veut-il une frontière stratégique nette où que ce soit, concernant les Palestiniens dans les TPO ou dans la ligne verte ? La réponse de Khan est non. « Que gagne Israël à céder de la terre ? Si le soir même, Israël a encore le problème de justifier au monde pourquoi il doit maintenir des droits inégaux pour un nombre significatif de ses citoyens ? » Certains Israéliens expliqueront que le problème des minorités non juives dans un État majoritairement juive serait gérable en attribuant des droits presque égaux à un tel groupe. Mais pour la plupart des Israéliens, semble-t-il, ceci représente le côté tranchant de la lame qui met fin au sionisme. La plupart de ceux de la gauche israélienne ne cachent plus leur aspiration à un sionisme bafouant l'égalité démocratique complète.

En vérité, le pouvoir de négociation d'Israël déclinerait s'il en venait à créer un État palestinien souverain, par rapport aux Palestiniens dans la ligne verte et aux réfugiés en exil. Le traitement de ces deux autres groupes extérieurs, les réfugiés et les Palestiniens dans la ligne verte, repose en premier lieu sur sa capacité à poursuivre le contrôle des TPO.

Maintenir un contrôle des TPO, même lointain, laisse ouverte pour Israël l'option de déplacer les citoyens palestiniens d'Israël dans les TPO via des échanges de territoire limités. Ceci assure aussi qu'Israël garde la capacité de forcer de futurs réfugiés palestiniens de retour à s'établir dans leur patrie, tandis que s'il y avait un État palestinien souverain, ce dernier pourrait refuser d'accepter les réfugiés, renvoyant la charge de résoudre le problème des réfugiés à Israël. Khan argumente que ce serait une erreur d'imaginer qu'Israël voit ces branches apparemment séparées des réfugiés, les Palestiniens vivant en Israël, et les Palestiniens vivant dans les TPO comme des questions politiques séparées et distinctes. Du point de vue sioniste, elles sont intimement liées et dépendent du maintien du contrôle d'Israël sur le territoire et sur ses marges.

Si un État palestinien menace de saper le sionisme de cette façon, il n'est pas étonnant qu'il ne soit pas proposé. Il est tout simplement invraisemblable de s'attendre à ce qu'il provienne de Palestiniens négociant sans pouvoir de négociation parce que créer un État souverain et légitime exigerait que les Palestiniens puissent forcer Israël à donner ce que beaucoup considèrent comme n'étant pas dans son intérêt de concéder : l'abandon du sionisme. Toute concession dans ce domaine (du sionisme) ouvre inévitablement la boîte de Pandore et le risque de déclencher une guerre civile entre les différentes branches du sionisme. Il convient mieux à Israël d'avoir un « État » palestinien sans frontières, pour qu'il puisse continuer à négocier sur des frontières et compter sur l'incertitude résultante pour maintenir la passivité palestinienne et internationale.

La réponse du vice-premier ministre israélien Moshe Yaalon a été franche lors d'une [interview](#) l'année dernière, « Pourquoi tous ces jeux de semblants de négociations ? » Il a répondu : « Parce que ? Ce sont des pressions. La Paix Maintenant de l'intérieur, et d'autres éléments de l'extérieur. Alors il faut manœuvrer ? Nous devons ? manœuvrer avec les Américains et les Européens, qui sont nourris par des données israéliennes, [et] qui créent l'illusion qu'un accord peut être obtenu ? Je dis que le temps joue pour ceux qui

savent lâ??utiliser. Les fondateurs du sionisme le savaientâ?!. et nous, dans le gouvernement, nous savons comment nous servir du temps Â».

Sever Plocker, lâ??Ã©diteur en chef adjoint de Yediot Aharonot, a Ã©crit le 25 janvier que le plan rÃ©cent du ministre des affaires Ã©trangÃ©res Avigdor Lieberman pour un Ã©tat palestinien sans frontiÃ©res sur la moitiÃ© de la JudÃ©e et de la Samarie Ã©tait, dâ??aprÃ©s ses discussions antÃ©rieures, plus ou moins le plan du premier ministre israÃ©lien Netanyahu. Ensuite, Â« Netanyahu [avait] argumentÃ© que la situation actuelle sur le terrain en JudÃ©e et Samarie Ã©tait stable et sÃ©re, et constitue, Ã toutes fins utiles, une solution au conflit. Les Palestiniens ont dÃ©jÃ les trois quarts dâ??un Ã©tatâ?!. Ils ont un drapeau, un prÃ©fixe tÃ©lÃ©phonique internationalâ?!. Et tout ce quâ??il reste Ã faire pour le gouvernement, laissait entendre Netanyahu, nâ??Ã©tait quâ??accepter un changement de nom de lâ??entitÃ©, dâ??Ã Â« AutoritÃ© Â» Ã Â« Ã©tat Â» et de lui envoyer quelques os supplÃ©mentaires, quelques signes symboliques de souverainetÃ©, comme le droit de fondre sa propre monnaie â?? et la paix rÃ©gnera pour les 70 ans Ã venir Â».

Depuis cet Ã©ditorial, [beaucoup en IsraÃ©l](#), y compris le ministre des affaires Ã©trangÃ©res et le Reut Institute, ont promu le concept dâ??un Ã©tat palestinien dans des frontiÃ©res provisoires.

Mais cette inclusion excluante peut-elle vraiment rÃ©ussir ? Dâ??un cÃ´tÃ©, ce systÃ©me politique technico-spatial, malgrÃ© sa prÃ©tention Ã une lÃ©gitimitÃ© philosophique, nâ??est au dÃ©part rien dâ??autre quâ??une Ã©volution du paradigme associÃ© Ã un autre stratÃ©ge clÃ© sioniste, Vladimir Jabotinsky : une autre maniÃ©re de faire Â« disparaÃ®tre Â» les Palestiniens. Mais de lâ??autre cÃ´tÃ©, le succÃ©s militaire apparent de lâ??IDF dans le contrÃ´le des TPO, utilisant ce traitement radical de lâ??espace, a convaincu de nombreux IsraÃ©liens, dont la plupart des leaders, quâ??il offre aussi la perspective simultanÃ©e dâ??un succÃ©s politique.

Cependant, son mÃ©pris radical des normes du droit et des conventions internationales est Ã la fois son innovation et son talon dâ??Achille. Des droits spÃ©ciaux pour certains, et une inclusion excluante radicale pour la minoritÃ©, dans un espace politique Ã deux niveaux, constituent une contradiction claire avec le discours sur les valeurs occidentales â?? et comme tels, mettent en question la lÃ©gitimitÃ© dâ??IsraÃ©l se prÃ©sentant comme un phare de la civilisation occidentale au Moyen-Orient, ce qui menace la lÃ©gitimitÃ© Ã long terme dâ??IsraÃ©l.

Il sâ??agit ici de perception. Tant que la plupart des IsraÃ©liens croient dans ce systÃ©me politique dâ??exclusion-inclusion, la politique europÃ©enne et Ã©tasunienne de deux Etats avec des droits Ã©gaux nâ??est quâ??un coup dâ??Ã©pÃ©e dans lâ??eau. Elle ne mÃ©nera jamais un vrai Ã©tat palestinien souverain. Les dÃ©cideurs occidentaux ne voient-ils rien de cela ? Toutes leurs perspectives sâ??ajustent si parfaitement au schÃ©ma de lâ??OTRI dâ??Ã Â« occupation par disparition Â», avec des processus occidentaux tous liÃ©s Ã la rÃ©alisation dâ??une collaboration sÃ©curitaire palestinienne efficace au sein dâ??une matrice globale de contrÃ´le israÃ©lien. Ceci semble trop parfait, trop stratÃ©gique pour Ãªtre un accident.

Ne le voient-ils pas ? Peut-Ãªtre le voient t-ils mais ne peuvent-ils pas Ã©chapper Ã leur propre fausse prÃ©misse dâ??un IsraÃ©l liÃ© Ã sa propre nÃ©cessitÃ© de donner un Ã©tat palestinien, qui ignore complÃ©tement les preuves de Â« lâ??autre Â» logique. Ou alternativement, certains rÃ©alistes EuropÃ©ens et Etasuniens sont t-ils venus Ã la conclusion que lâ??approbation palestinienne doit Ãªtre imposÃ©e ? Peut-Ãªtre est-ce seulement par une telle approbation quâ??IsraÃ©l peut outrepasser les contradictions internes de sa propre idÃ©ologie sioniste. Ces contradictions, sauf si

elles sont traitées, pourraient mettre en danger la survie finale d'Israël dans la région. C'est-à-dire, certains leaders américains et européens ont-ils compris qu'il était politiquement impossible pour Israël de renoncer à son credo sioniste et que seulement en soulageant les Palestiniens dans une « occupation par disparition » alléguée, passant pour de la souveraineté, Israël pouvait-il être préservé ?

Traduction : JPB-CCIPPP

Alastair Crooke est un ex-membre du comité d'enquête du sénateur Mitchell sur les causes de l'Intifada, rédacteur, fondateur et directeur de [Conflicts Forum](#).

date créée
2011/05/04